Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 novembre 1958, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant la durée des engagements et des rengagements volontaires", a donné le 19 novembre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e november 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de duur der vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen", heeft de 19e november 1958 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Le projet n'ayant pas pour objet de fixer la durée des engagements et rengagements prévus par l'article 87 des lois sur la milice, il y a lieu de rédiger le premier alinéa du préambule comme suit :

"Vu les lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, modifiées par la loi du 16 août 1958, notamment les articles 66 et 77 à 86;".

\+

\+ +

L'arrêté royal du 26 août 1939 ne constitue pas la base légale du projet; il n'y a pas lieu de le viser dans le préambule.

\+

\+ +

L'arrêté royal du 3 septembre 1952 a également été modifié par les arrêtés royaux du 2 janvier 1956. Le troisième alinéa du préambule doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1953, les arrêtés royaux du 2 janvier 1956 et l'arrêté royal du 1er juillet 1957;".

Texte :

Le projet est pris en exécution de l'article 79, § 1er, alinéa 2, des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957 et modifiées par la loi du 16 août 1958, suivant lequel :

"Le Ministre de la Défense nationale détermine, d'après les catégories de volontaires, les modalités particulières qui régissent les diverses espèces d'engagement et de rengagement, le temps de service actif imposé aux engagés et la durée du service imposée aux rengagés".

Le Ministre a exécuté cet article par son arrêté du 19 décembre 1952, modifié par celui du 19 août 1957. Ces arrêtés ministériels, que le projet abroge, fixent de manière assez précise la durée des divers engagements et rengagements tout en laissant, dans certains articles, la possibilité de fixer leur durée au moment de l'appel des candidats.

Le projet actuel est beaucoup moins précis; les articles 1er et 3 fixent respectivement la durée de l'engagement et du rengagement d'une manière uniforme pour toutes les forces sans reprendre les distinctions contenues dans l'arrêté du 19 décembre 1952; ils prévoient, en outre, que pour certaines fonctions déterminées ces durées sont susceptibles de modifications importantes.

Pour obéir au prescrit de l'article 79 des lois sur la milice, c'est au Ministre qu'il appartiendra de déterminer ces fonctions et de fixer la durée de l'engagement ou du rengagement ; cette fixation

devrait être faite normalement dans une annexe au présent projet ou dans la décision ministérielle contenant appel aux candidats.

Comme il n'est pas actuellement possible de dresser une annexe au projet, il y aurait lieu de compléter l'article 1er, alinéa 2, par la disposition suivante :

"La durée de ce rengagement est fixée par le Ministre de la Défense nationale lors de l'appel des candidats".

+

\+ +

L'arrêté ministériel du 19 décembre 1952 contient des dispositions fixant la durée de l'engagement et du rengagement dans le personnel navigant de la force aérienne. Le projet ne règle plus cette question de telle manière que, lorsque le projet entrera en vigueur, l'article 79 des lois sur la milice ne sera plus exécuté sur ce point. Un autre arrêté devra être pris; la durée des engagements et rengagements sera donc réglée par des arrêtés distincts. Si l'on se place sur le plan de la coordination des textes , une telle façon de faire est à déconseiller.

+

\+ +

L'article 3 du projet dispose que la durée du rengagement peut, dans certains cas, "atteindre cinq ans augmentés du temps de réadaptation".

Le mot "réadaptation" paraît inadéquat, car il ne peut s'agir que du temps nécessaire à la formation des militaires. Il serait, dès lors, plus exact de parler de "temps de formation".

\+

\+ +

L'article 4 dispose :

"Les dispositions de l'article 2 sont applicables aux rengagements".

Une telle disposition est inutile car l'article 2 du projet a trait non seulement aux engagements, mais également aux rengagements. La présence d'une disposition identique dans l'arrêté du 19 décembre 1952 s'explique par la structure même de cet arrêté, qui comprenait un chapitre Ier relatif aux engagements et un chapitre II ayant trait aux rengagements; l'article 8 de cet arrêté inséré dans le chapitre II, après avoir fixé la durée des rengagements des candidats-élèves, rappelle l'application de l'article 4 inséré dans le chapitre Ier. Dans le présent projet qui n'est pas divisé en chapitres, un tel rappel est superflu.

\+

\+ +

Le projet reprend, en son article 5, la disposition de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1952 qui fixe la durée de l'engagement et du rengagement de l'ouvrier militaire salarié.

Une telle disposition devrait être amendée : en effet, en application de la loi du 12 avril 1957 relative aux ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale, il n'est plus recruté d'ouvriers sur base des lois sur la milice et les ouvriers militaires peuvent être nommés, à leur demande, ouvriers civils.

S'il existe encore au Ministère de la Défense nationale des ouvriers militaires qui n'ont pas réussi l'épreuve d'admission définitive, il suffit de ne plus prévoir à l'alinéa 1er de l'article 5 l'engagement, mais uniquement le rengagement. Si, par contre, tous les ouvriers militaires ont subi l'épreuve d'admission définitive, l'article 5 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Le rengagement de l'ouvrier militaire salarié est de durée illimitée".

+

+ +

.../...

L'article 7 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

L'arrêté ministériel du 19 décembre 1952 fixant la durée des engagements et des rengagements volontaires, modifié par l'arrêté ministériel du 19 août 1957, est abrogé".

\+

\+ +

L'article 8 devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

Le présent arrêté produit ses effets à partir du 24 octobre 1958".

La rétroactivité attachée au projet par cet article n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des situations acquises sous l'ancienne réglementation.

La situation des militaires engagés ou rengagés au personnel navigant de la force aérienne devra être spécialement examinée à ce sujet, puisque le projet abroge, avec effet rétroactif, sans les remplacer, les dispositions particulières les concernant. Le peu de temps qui lui est imparti pour donner son avis ne permet pas au Conseil d'Etat d'examiner plus avant cette question.

Enfin, l'examen du texte néerlandais donne lieu aux observations de forme suivantes :

A l'article 2, alinéa premier, le mot "mislukt" devrait être remplacé par "niet geslaagd".

Au deuxième alinéa du même article , le mot "mag" devrait être remplacé par "kan".

A l'article 6, il s'indique d'écrire : "kandidaat-leerlingen" au lieu de "candidaten leerlingen".

Aanhef.

Aangezien het ontwerp niet strekt tot vaststelling van de duur der dienstnemingen en wederdienstnemingen bedoeld in artikel 87 van de dienstplichtwetten, leze men het eerste lid van de aanhef als volgt :

"Gelet op de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958, inzonderheid op de artikelen 66 en 77 tot 86;".

+

+ +

Het koninklijk besluit van 26 augustus 1939 is geen rechtsgrond voor het ontwerp; het dient in de aanhef niet te worden aangehaald.

+

+ +

Het koninklijk besluit van 3 september 1952 is ook gewijzigd door de koninklijke besluiten van 2 januari 1956. Het derde lid van de aanhef leze men derhalve als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 3 september 1952 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, gewijzigd bij

.../...

het koninklijk besluit van 29 juni 1953, de koninklijke besluiten van 2 januari 1956 en het koninklijk besluit van 1 juli 1957;".

Tekst.

Het ontwerp-besluit wordt genomen ter uitvoering van artikel 79, § 1, 2e lid, van de op 2 september 1957 gecoördineerde en bij de wet van 16 augustus 1958 gewijzigde dienstplichtwetten, dat bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt, naar gelang van de categorieën van vrijwilligers, de bijzondere modaliteiten tot regeling van de verschillende soorten van dienstneming en wederdienstneming, de werkelijke diensttermijn der dienstnemenden en de diensttijd der wederdienstnemenden".

De Minister heeft dit artikel uitgevoerd in zijn besluit van 19 december 1952, gewijzigd bij dat van 19 augustus 1957. Deze ministeriële besluiten, die het ontwerp opheft, bepalen op vrij nauwkeurige wijze de duur der onderscheiden dienstnemingen en wederdienstnemingen, terwijl zij toch in sommige artikelen de mogelijkheid open laten om de duur ervan op het tijdstip van de oproeping der kandidaten vast te stellen.

Het onderhavige ontwerp is veel minder precies; de artikelen 1 en 3 bepalen onderscheidenlijk de duur

.../...

van de dienstneming en de wederdienstneming op eenvormige wijze voor al de krijgsmachtdelen zonder de in het besluit van 19 december 1952 neergelegde indelingen over te nemen; zij kondigen bovendien aan, dat deze duur voor sommige bepaalde functies belangrijke wijzigingen kan ondergaan.

Teneinde aan het voorschrift van artikel 79 van de dienstplichtwetten te voldoen, zal het zaak van de Minister zijn, deze functies en de duur van de dienstneming of van de wederdienstneming te bepalen; dit zou normaal moeten worden gedaan in een bijlage van het onderhavige ontwerp of in de ministeriële beslissing die de kandidaten oproept.

Aangezien het opmaken van zulk een bijlage vooralsnog onmogelijk is, ware het aangewezen artikel 1, tweede lid, met de volgende bepaling aan te vullen :

"De duur van deze wederdienstneming wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald bij de oproeping der kandidaten".

+

\+ +

.../...

Het ministerieel besluit van 19 december 1952 bevat bepalingen tot vaststelling van de duur van de dienstneming of wederdienstneming bij het varend personeel van de luchtmacht. Het ontwerp regelt deze aangelegenheid niet meer, zodat, bij de inwerkingtreding van het ontwerp, artikel 79 van de dienstplichtwetten in dezen geen uitvoering meer zal krijgen. Een ander besluit zal nodig zijn ; de duur der dienstnemingen en wederdienstnemingen zal dan ook in afzonderlijke besluiten worden geregeld. Uit een oogpunt van coördinatie der teksten is het niet raadzaam zo te werk te gaan.

\+

\+ +

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt, dat de duur van de wederdienstneming in sommige gevallen "vijf jaar, vermeerderd met de tijd van de wederaanpassing,kan bedragen".

Het woord "wederaanpassing" lijkt minder dienstig,vermits het slechts gaat om de tijd die vereist is voor de opleiding der militairen. Een nauwkeuriger term ware dan ook "opleidingstijd".

\+

\+ +

Artikel 4 bepaalt :

"De bepalingen van artikel 2 zijn van toepassing op de wederdienstnemingen".

.../...

Deze bepaling is overbodig ,want artikel 2 van het ontwerp betreft niet alleen dienstnemingen maar ook wederdienstnemingen. Als in het besluit van 19 december 1952 een zelfde bepaling voorkomt, is dit te verklaren door de inrichting zelf van dit besluit, dat een hoofdstuk I betreffende dienstnemingen en een hoofdstuk II betreffende wederdienstnemingen bevatte;na de duur van de wederdienstnemingen der kandidaat-leerlingen te hebben bepaald,verwijst artikel 8 van dit besluit, dat in hoofdstuk 2 is ingevoegd,naar de toepassing van artikel 4 dat in hoofdstuk I is ingevoegd. In het onderhavige ontwerp, dat geen indeling heeft, is deze verwijzing overbodig.

\+

\+ \+

Het ontwerp neemt in artikel 5 de bepaling over van artikel 9 van het ministerieel besluit van 19 december 1952 tot vaststelling van de duur der vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen van de loontrekkende militaire werkman.

.../...

Zulk een bepaling ware te amenderen : bij toepassing van de wet van 12 april 1957 betreffende de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging, worden immers geen werklieden meer aangeworven op grond van de dienstplichtwetten en kunnen militaire werklieden op hun aanvraag tot burgerlijk werkman worden benoemd.

Indien er bij het Ministerie van Landsverdediging nog militaire werklieden zijn die niet geslaagd zijn voor het examen voor toelating in vaste dienst, kan worden volstaan met in het eerste lid van artikel 5 niet meer in de dienstneming maar alleen in de wederdienstneming te voorzien. Indien echter alle militaire werklieden het examen voor toelating in vaste dienst hebben afgelegd, kan artikel 5 als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

De wederdienstneming van de loontrekkende militaire werkman is van onbeperkte duur".

\+

\+ +

Artikel 7 van het ontwerp leze men als volgt :

"Artikel 7.-

Het ministerieel besluit van 19 december 1952 tot vaststelling van de duur der vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 augustus 1957, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 8 leze men als volgt :

"Artikel 8.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 24 oktober 1958".

Vrij van kritiek is de door dit artikel aan het ontwerp verbonden terugwerking slechts voor zover zij geen afbreuk doet aan de onder de vroegere regeling verkregen toestanden.

Vooral de toestand van de militairen die bij het varend personeel van de luchtmacht dienst of weder dienst hebben genomen, zal op dit punt moeten worden onderzocht, vermits het ontwerp de bijzondere bepalingen die hen betreffen met terugwerking opheft zonder ze te vervangen. In de korte tijdspanne waarover hij beschikt om zijn advies te geven, kan de Raad van State dit vraagpunt niet verder onderzoeken.

Verder geeft de Nederlandse tekst aanleiding tot de volgende opmerkingen betreffende de vorm :

In het eerste lid van artikel 2 vervange men "mislukt" door "niet geslaagd".

In het tweede lid van hetzelfde artikel vervange men "mag" door "kan".

In artikel 6 schrijve men "kandidaat-leerlingen" in de plaats van "candidaten leerlingen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.